

Ce que dit réellement *Mein Kampf*

**Texte établi et annoté par Thierry FERAL
à partir de la 17^e édition de 1943,
Zentralverlag der NSDAP,
Franz Eher Nachf., Munich, 784 pages**

**© Association Amoureux d'Art en Auvergne
Clermont-Ferrand / mars 2015**

Toute utilisation de cette traduction doit être dûment référencée

*Avant d'aborder la lecture de ce texte redoutable,
nous recommandons vivement celle de l'article
« Lire Mein Kampf d'Adolf Hitler »,
sur ce même site.*

Premier volume (1925)

Chap. 3 : Considérations politiques générales découlant de mon temps à Vienne¹

Section 1 : pages 71 – 99 de l'édition de référence

Exception faite d'individus possédant des dons exceptionnels, je suis aujourd'hui persuadé que l'homme n'est, en règle générale, pas habilité à s'engager publiquement en politique avant sa trentième année². S'il n'est pas habilité à le faire, c'est que ce n'est la plupart du temps guère avant cet âge qu'il pourra se constituer la plate-forme à partir de laquelle il sera à même d'examiner les différents problèmes politiques et d'arrêter définitivement sa propre position à leur endroit. Ce n'est qu'après avoir acquis un tel fondement idéologique et par-là même atteint la constance dans son propre mode d'observation des diverses questions posées par

¹ L'intitulé de ce chapitre a été vraisemblablement inspiré par les *Considérations intempestives* (*Unzeitgemäße Betrachtungen* / 1873-1876) de Friedrich Nietzsche et les *Considérations d'un apolitique* (*Betrachtungen eines Unpolitischen* / 1912) de Thomas Mann, dont Hitler avait au moins entendu parler par Alfred Rosenberg ; il prend toutefois le contrepied des deux formulations en inscrivant d'emblée ses propres considérations dans son temps et en affirmant sa volonté d'être politique.

² Comme par hasard, exactement l'âge d'Adolf en 1919 lorsqu'il débuta sa carrière au sein de la DAP (cf. T. Feral, *Le « nazisme » en dates*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 27 sq.).

le quotidien que l'homme, désormais mûri au moins mentalement, sera habilité et légitimé à s'impliquer dans la conduite politique des affaires publiques.

S'il en va autrement, il court alors le risque d'être un jour ou l'autre contraint d'avoir, soit à revenir sur ce qui fut jusqu'alors sa position vis-à-vis de questions essentielles, soit à s'engluer, en dépit de l'évolution de son savoir et de son discernement, dans des points de vue que réprouvent déjà de longue date son entendement et ses convictions. Dans le premier cas, il ne pourra qu'en souffrir sur le plan personnel du fait que, en raison de sa propre inconstance, il ne sera à juste titre plus en droit d'attendre que la foi de ses partisans lui soit inébranlablement et indéfectiblement acquise comme auparavant ; pour ceux qu'il conduit, toute volte-face du guide³ a pour conséquence la perplexité, et il n'est pas rare que cela se traduise par un certain sentiment d'humiliation vis-à-vis de ceux qu'ils ont jusqu'à présent combattus. Dans le second cas, il se produit ce à quoi nous assistons si fréquemment de nos jours : moins le guide croit en ce qu'il professe, plus les arguments qu'il utilise pour se justifier se révèlent creux et inconsistants et plus il a recours à des recettes abjectes. Alors que lui-même ne se soucie plus d'œuvrer sérieusement à la concrétisation de ses proclamations politiques (on ne meurt pas pour une chose en laquelle on ne croit pas), ses exigences envers ses partisans se font de plus en plus démesurées et impudentes jusqu'à ce qu'il finisse par bazarder ce qui subsiste encore en lui du guide pour échouer parmi les « politiciens » ; autrement dit parmi cette catégorie de paroissiens dont la seule véritable conviction est l'absence de conviction, associée à une arrogance insolente et souvent un art du mensonge pratiqué sans vergogne.

Si pour le malheur des humains honnêtes, un tel zigoto finit par se faire une place dans quelque assemblée parlementaire⁴, il convient d'entrée de jeu de savoir que sa conception de la politique se résume à un combat héroïque pour ne jamais être dépossédé de ce qui représente pour lui et sa famille une véritable vache à lait. Plus sa femme et ses enfants s'accoutumeront à en téter le pis⁵, plus il mettra de hargne à lutter pour son mandat⁶. Par-là même, tout autre individu manifestant des instincts politiques devient son ennemi personnel : dans tout nouveau mouvement il flaire le possible commencement de sa fin et en chaque homme d'une certaine envergure la plausibilité d'un danger imminent.

Je reparlerai ultérieurement dans le détail de ce genre de punaises parlementaires.

Il n'est pas douteux que, au cours de son existence, le trentenaire aura encore une foule de choses à apprendre, simplement il ne s'agira là que de compléter et de remplir le cadre fourni par sa vision du monde dont les fondements sont déjà acquis. Ce qu'il apprendra n'entraînera cette fois-ci aucune transformation de sa doctrine et n'en constituera qu'un renforcement, si bien que ses partisans ne seront pas contraints de ravalier l'oppressant sentiment d'avoir été jusque-là bernés par son

³ « Führer » ; cf. Pascal Ory, *Du Fascisme*, Tempus/Perrin, 2010, pp. 89-90.

⁴ Voir chap. 2 – section 1, note 33.

⁵ La métaphore utilisée par Hitler est celle du « biberon » (*Milchflasche*) auquel la famille est « suspendue » par assuétude (« *Weib und Kind an ihr hängen* »), tel l'alcoolique à sa bouteille; on ne comprend dès lors guère comment sur le site < <http://www.abbc3.com/historia/hitler/mkampf/fra> >, p. 36, la traduction de « *Je mehr dann Weib und Kind an ihr hängen* » a pu devenir « Quand femme et enfants seront plus tard à sa charge ».

⁶ Ce que cherche à faire ressortir Hitler, c'est qu'il n'est pour sa part animé par aucun intérêt personnel ou familial ; célibataire impénitent; la seule « épouse » qu'il connaisse, c'est la grande patrie allemande, les seuls « enfants » au profit desquels il prétend œuvrer, ce sont les citoyens du *Reich* qui, comme le précisait le paragraphe 4 du Programme en 25 points de la NSDAP du 24 février 1920, tirent nécessairement leur origine de la communauté raciale populaire allemande.

enseignement, bien au contraire : la croissance organique⁷ manifeste de leur guide les comblera de satisfaction du fait que ses nouveaux acquis ne font que représenter un approfondissement de leurs propres théories. Ce qui, à leurs yeux, constitue la preuve de la justesse des positions idéologiques qu'ils ont défendues jusqu'alors.

Un guide qui se voit contraint d'abandonner la plateforme de sa conception générale du monde — parce que diagnostiquée comme fausse — n'agit avec dignité que s'il est prêt à tirer la conséquence ultime de sa prise de conscience de la défectuosité des analyses qu'il a émises jusqu'ici. Dans un tel cas, la moindre des choses est qu'il renonce à exercer publiquement toute activité politique. De fait, étant déjà une fois tombé dans l'erreur sur des questions fondamentales, il n'est jamais exclu que cela puisse se reproduire. Il n'a en aucun cas encore le droit de continuer à prétendre à la confiance de ses concitoyens et surtout pas de la revendiquer.

À vrai dire, que l'on fasse si peu montre de nos jours d'une telle dignité ne fait qu'apporter la preuve de la dépravation de ces fripouilles qui se sentent actuellement appelés à « faire » dans le politique.

Parmi eux, pas un seul qui ait été un élu de la Providence !

Je me serais autrefois bien gardé de me manifester d'une quelconque manière sur la scène publique bien qu'estimant m'être occupé de politique plus que beaucoup d'autres. C'est uniquement dans le cercle le plus restreint que je parlais de ce qui me tracassait ou m'intéressait. Ces discussions en petit comité étaient grandement bénéfiques : j'y apprenais non pas tant à « débattre » qu'à connaître les individus quant à leurs opinions et leurs arguments, généralement d'un infini primitivisme. Parallèlement, sans perdre de temps et profitant de la moindre occasion, je n'avais de cesse que de perfectionner ma propre instruction. À cet égard, il est indubitable que n'existait en Allemagne aucun lieu aussi favorable que la ville de Vienne à l'époque.



Il y avait en premier lieu le fait que, dans la vieille monarchie danubienne⁸, la pensée politique revêtait d'une façon générale une plus grande ampleur et concernait un public bien plus étendu que dans l'Allemagne de cette même période — exception faite pour certaines parties de la Prusse, Hambourg et la côte de la mer du Nord⁹. Lorsque j'utilise le terme d'« Autriche », il va de soi que j'entends ce territoire du grand empire des Habsbourg qui, par suite de son peuplement par des Allemands, constitua à tous égards non seulement l'origine historique de la formation de cet État, mais fut également le seul dont la population fit preuve du dynamisme qui réussit à offrir pour plusieurs siècles à cette structure politiquement aussi artificielle une vie culturelle endogène. Le temps passant, l'existence et l'avenir de cet État se firent toujours plus dépendants de la conservation de cette cellule souche de l'empire.

⁷ « *Organisches Wachsen* » ; dans le jargon nazi, est « organique » ce qui émane du génie naturel de l'être d'exception qui, sans se laisser dérouter par des considérations d'ordre intellectuel ou moral, agit intuitivement et spontanément dans l'intérêt de sa « peuplité raciale » (« *Rasse-Volkstum* », cf. Alfred Rosenberg, *Le Mythe du XX^e siècle – 1930 / Der Mythos des 20. Jahrhunderts*, Munich, Hoheneichen-Verlag, 1936, pp.683-685).

⁸ On confrontera avec bénéfice ce que dit Hitler dans ce chapitre à ce qu'expose Jean Béranger dans son *Histoire de l'empire des Habsbourg*, Paris, Fayard, 1990.

⁹ Où le sentiment nationaliste s'exacerbaient régulièrement autour de la question polonaise à l'Est et de la question danoise au Nord.

Si les vieux territoires héréditaires¹⁰ représentaient le cœur de l'empire, propulsant en permanence un sang neuf dans les veines de la vie politique et culturelle, Vienne en était sans conteste à la fois le cerveau et la volonté.

Rien qu'à en juger par son apparence, on pouvait s'autoriser à allouer à cette ville le pouvoir de trôner en reine unificatrice sur un tel conglomérat ethnique, et par-là même de faire oublier par l'éclat de sa propre beauté les funestes signes de vieillissement de l'ensemble.

Quand bien même l'intérieur de l'empire avait-il à subir les violentes convulsions des luttes sanglantes entre les différentes nationalités, l'étranger — et particulièrement l'Allemagne — n'avait d'yeux que pour la séduisante image de cette ville. L'illusion était d'autant plus grande que Vienne semblait à cette époque en voie de prendre son suprême et plus éclatant essor. Sous la férule d'un maire véritablement génial, la vénérable résidence des empereurs du vieil empire s'éveillait encore une fois à une existence d'une étonnante jeunesse. Le dernier grand Allemand issu des rangs du peuple qui avait colonisé la Marche orientale¹¹ ne comptait pas officiellement au nombre des prétendus « hommes d'État », mais en réalisant tour à tour des prodiges inouïs dans, peut-on dire, tous les domaines de la politique économique et culturelle communale, ce D^r Lueger, maire de « la capitale d'empire et résidence impériale » Vienne, tonifia le cœur de l'ensemble de l'empire et devint par ce biais un bien plus grand homme d'État que ne l'étaient à l'époque tous les soi-disant « diplomates » réunis¹².

Si l'assemblage ethnique nommé « Autriche » finit pourtant par s'effondrer, cela ne saurait en rien remettre en cause la capacité politique de la composante germanique de la vieille Marche orientale ; il faut y voir le résultat inévitable de l'impossibilité de parvenir à assurer à long terme avec dix millions d'individus la survie d'un État de cinquante millions rassemblant plusieurs nationalités dès lors que des conditions parfaitement définies n'ont pas été créées en temps voulu.

L'Austro-allemand faisait montre d'une exceptionnelle noblesse d'âme.

Habitué depuis toujours à vivre dans le cadre d'un vaste empire, il n'avait jamais perdu le sens de la mission qui lui incombait. Il était le seul dans cet État qui, au-delà des limites du fief héréditaire passablement étriqué de la couronne d'Autriche, avait encore en vue les frontières de l'empire ; n'oublions pas que, lorsque le destin l'eut finalement séparé de la mère-patrie commune, il s'efforça sans relâche de mener à bien la monumentale mission de maintenir dans le giron de la germanité ce que ses pères avaient jadis arraché à l'Est en des combats sans fin. Il convient toutefois de spécifier que ceci se fit sans qu'il y ait eu une réelle union des forces ; en effet, le cœur et la mémoire des meilleurs ne cessèrent jamais de palpiter pour la matrice originelle commune et seul le restant se consacra au pays natal.

Il est vrai que le mode d'appréhension global de l'Austro-allemand était proportionnellement plus évolué. Ses relations économiques embrassaient fréquemment la quasi-totalité de l'empire protéiforme. Pratiquement toutes les

¹⁰ « *Die alten Erblände* » ; à partir du XV^e siècle : Basse-Autriche (*Niederösterreich*), Haute-Autriche (*Oberösterreich*), Styrie (*Steiermark*), Tyrol (*Tirol*), Carinthie (*Kärnten*), Carniole (*Krain*) ; s'y rajoutent à partir du XVII^e siècle : Bohême (*Böhmen*), Moravie (*Mähren*), Silésie (*Schlesien*).

¹¹ « *Ostmark* » : les nazis utiliseront l'expression pour désigner l'Autriche et les Sudètes annexées ; l'appellation fut interdite le 22 janvier 1942 pour effacer à jamais l'histoire particulière de ces régions de la mémoire des Allemands qui ne devraient désormais plus penser qu'en terme de Grande Allemagne (*Großdeutschland*).

¹² Karl Lueger (1844-1910) ; maire de Vienne à partir de 1897, fondateur du Parti chrétien-social (*Christlich-soziale Partei*) à forte tonalité antisémite. Pour un portrait, voir Lionel Richard, *D'où vient Adolf Hitler ?*, Paris, Autrement, 2000, pp. 79-80, 95-96 ; cf. également « L'antisémitisme des chrétiens-sociaux », in Steven Beller, *Vienne et les Juifs*, Paris, Nathan, 1991, p. 196 sq.

entreprises véritablement importantes se trouvaient entre ses mains et c'est lui qui fournissait la majeure partie des cadres, tant techniques qu'administratifs. Mais il représentait aussi l'épine dorsale du commerce extérieur si tant est que la juiverie ne se fût pas emparée de ce domaine qui semblait lui avoir été dévolu depuis l'origine des temps¹³. Sur le plan politique, il était encore le seul à maintenir la cohésion de l'État. Déjà, le temps de service dans l'armée le propulsait bien au-delà des étroites frontières du pays natal. Sans doute la recrue austro-allemande était-elle affectée dans un régiment allemand, seulement ce régiment pouvait aussi bien être caserné en Herzégovine qu'à Vienne ou en Galicie. Le corps des officiers était toujours allemand, les hauts fonctionnaires le restaient en majorité. Enfin, les arts et les sciences étaient quant à eux strictement allemands. Si l'on faisait abstraction du toc de l'évolution artistique la plus récente — dont la production aurait pu tout aussi bien émaner de quelque peuplade nègre —, c'étaient exclusivement des Allemands qui détenaient et transmettaient les valeurs esthétiques authentiques. En musique, en architecture, en sculpture et en peinture, Vienne était le château d'eau qui irriguait de son flot inépuisable l'ensemble de la double monarchie, et ce sans jamais sembler vouloir se tarir.

Enfin, la composante germanique était le moteur de l'ensemble de la politique extérieure, abstraction faite d'un petit nombre de Hongrois.

Toutefois, toute tentative pour préserver cet empire était vaine du fait que les prérequis primordiaux faisaient défaut.

Pour l'État plurinational autrichien, il n'y avait qu'une seule possibilité pour venir à bout des forces centrifuges des différentes nationalités. Soit l'État était gouverné — et par conséquent aussi intérieurement organisé — de façon centralisée, soit il fallait tirer un trait dessus.

À différentes périodes de lucidité, ce point de vue eut aussi sa place en « haut lieu » mais pour être généralement vite oublié ou mis de côté sous prétexte qu'il serait difficile à mettre en pratique. Toute idée d'une configuration plus fédérative de l'empire ne pouvait qu'inévitablement échouer par suite de l'absence au sein de l'État d'un noyau fort exerçant un pouvoir dominant. À cela s'ajoutaient encore les conditions inhérentes à l'État autrichien, lesquelles étaient fondamentalement autres que celles qui existaient dans le Reich allemand au moment de sa formation par Bismarck¹⁴. En Allemagne, il s'agissait seulement de surmonter des traditions politiques du fait qu'existait toujours, du point de vue culturel, une base commune. Avant tout, et mis à part quelques corpuscules étrangers, le Reich ne comprenait que des membres d'une même communauté raciale.

En Autriche, la situation était à l'inverse.

Ici, à l'exception de la Hongrie, la mémoire politique d'une grandeur propre avait soit complètement disparu au sein des différentes entités territoriales, soit avait été effacée par l'éponge du temps ou tout du moins estompée et donc brouillée. Par contre, à l'époque où émergea le principe des nationalités, on vit dans ces différentes entités territoriales surgir des forces ethnocentristes fatalement difficilement maîtrisables dans la mesure où avaient commencé à se constituer en marge de la monarchie des États nationaux dont les populations, racialement apparentées ou de race identique aux différents groupes ethniques qui composaient

¹³ Concernant cette assertion, voir Jacques Attali, *Les Juifs, le monde et l'argent. Histoire économique du peuple juif*, Paris, Fayard, 2002, ainsi que Claude Berger, *Pourquoi l'antisémitisme ?*, Paris, Max Chaleil, 2013.

¹⁴ En 1871 ; cf. notamment Jacques Droz, *Histoire de l'Allemagne*, Paris, PUF, 2003, ch. 3/4 ; Serge Bernstein, *Histoire de l'unification allemande*, Paris, Flammarion, 2003 ; Jean-Paul Bled, *Bismarck. De la Prusse à l'Allemagne*, Paris, Alvik, 2005.

l'Autriche, allaient désormais exercer sur ceux-ci un pouvoir d'attraction supérieur à celui qu'étaient encore capable d'exercer les Austro-allemands.

Même Vienne ne put à la longue soutenir ce combat.

Quand le développement de Budapest en eut fait une grande ville, Vienne eut pour la première fois une rivale qui ne s'imposa plus comme devoir de maintenir la cohésion de la double monarchie mais tout au contraire de renforcer l'influence d'une de ses composantes. Dans un laps de temps très court, Prague allait suivre l'exemple, puis Lemberg¹⁵, Laibach¹⁶, etc. En s'érigeant en capitales nationales d'entités territoriales spécifiques, ces anciennes villes de province en vinrent à constituer des foyers affirmant de plus en plus une identité culturelle autonome. C'est à partir de là que les instincts politiques ethnocentristes acquièrent leur assise spirituelle et s'enracinèrent. Il était dès lors inévitable qu'arrive le moment où les forces pulsionnelles des diverses communautés raciales allaient devenir plus puissantes que la force vectrice de l'intérêt général, scellant du même coup le sort de l'Autriche.

Le cours de cette évolution est très clairement diagnosticable à partir de la mort de Joseph II¹⁷. Sa rapidité découla d'une série de facteurs imputables pour une part à la monarchie elle-même mais procédant aussi, pour une autre part, de la position à l'époque de l'empire en matière de politique extérieure.

Si l'on voulait sérieusement engager le combat et lutter pour la pérennisation de cet État, seule pouvait mener au but une centralisation sans concession et résolue. Mais il fallait alors avant tout faire porter l'effort sur son homogénéité jusqu'alors purement formelle en imposant le principe d'une langue uniformisée à l'ensemble de l'État et en mettant entre les mains de l'administration les outils techniques sans lesquels il est inconcevable que subsiste un État unifié. De même ne serait-ce qu'en s'appuyant sur l'école et l'éducation que l'on parviendrait à la longue à faire éclore une conscience citoyenne standardisée. Bien sûr, cela n'était pas réalisable en dix ou vingt ans, il y faudrait des siècles tout comme c'était d'ailleurs le cas dans toutes les questions de colonisation où la persévérance a beaucoup plus d'importance que l'énergie mise en œuvre de manière ponctuelle.

Il va bien sûr de soi qu'il est indispensable d'instaurer une synergie absolue entre l'administration et la direction politique¹⁸.

Il fut pour moi infiniment riche d'enseignements de diagnostiquer pourquoi cela ne se produisit pas ou plutôt pourquoi rien ne fut fait en ce sens. Il est indiscutable que le coupable de cette omission fut le coupable de l'effondrement de l'empire.

Plus que tout autre État, la vieille Autriche était tributaire de la valeur de son gouvernement. Ce qui lui faisait clairement défaut, c'était l'assise même de l'État national, toujours capable de mobiliser dans son substrat racial des énergies de conservation quand bien même ses gouvernants en viennent-ils à faillir. L'État fondé sur l'homogénéité raciale est à même — en vertu de la force d'inertie naturelle de sa population et du pouvoir de résistance qu'elle génère — de supporter parfois sur des périodes étonnamment longues d'être administré ou gouverné de façon calamiteuse

¹⁵ Capitale de la Galicie autrichienne de 1772 à 1918 ; aujourd'hui Lviv, en Ukraine occidentale.

¹⁶ Capitale du duché autrichien de Carniole jusqu'en 1918 ; aujourd'hui Ljubljana, capitale de la Slovénie.

¹⁷ Fils de Marie-Thérèse d'Autriche ; né en 1741, devenu empereur en 1765, il ne put toutefois véritablement régner qu'après la disparition de sa mère en 1780 ; mort en 1790.

¹⁸ Pour ce faire, Hitler créa le 2 juillet 1933 la « Direction du Reich de la NSDAP » (*Reichsleitung der NSDAP*) chargée de coordonner l'action du Parti dans tous les domaines de la vie publique ainsi que le « Corps des dirigeants politiques » (*Korps der politischen Leiter*) ; recrutés et opérant à tous les niveaux de la société, les « dirigeants politiques » représentaient environ 1% de la population et étaient chargés de son encadrement et de sa surveillance ; pour le détail, voir T. Feral, *Le « nazisme » en dates*, Paris, L'Harmattan, 2010, pp. 196-197.

sans pour autant sombrer. On pense alors souvent que plus aucune vie n'habite un tel corps, que l'on se trouve en présence d'un cadavre, jusqu'à ce que soudain le prétendu mort se relève et donne au reste de l'humanité des signes sidérants de son impérissable vitalité.

Il en va cependant tout autrement lorsqu'il s'agit d'un empire composé d'ethnies différentes et qui n'est pas tant maintenu par un sang commun que par une poigne commune. Dans ce cas, les défaillances des dirigeants n'engendreront pas la léthargie de l'État mais au contraire susciteront un réveil de tous les instincts individualistes présents en chaque race et qui n'ont pas pu s'épanouir durant les époques où ils étaient réprimés par une volonté dominante. Ce n'est que par une éducation commune sur plusieurs siècles, par des traditions communes, des intérêts communs, etc..., que ce danger pourra être atténué. C'est la raison pour laquelle plus de telles structures étatiques sont jeunes, plus elles sont dépendantes de la valeur de ceux qui les dirigent, et il est fréquent que, en tant qu'œuvres de potentats ou de génies supérieurs, elles se soient désintégrées immédiatement après la mort de leur grand fondateur dès lors que celui-ci n'avait pas de successeur digne de lui. Toutefois, et ce après des siècles, il n'est toujours pas possible de considérer que de tels périls ont été surmontés ; ils ne font que sommeiller pour souvent se réveiller brusquement dès que la faiblesse de la gouvernance commune, la force de l'éducation et le prestige des traditions ne sont plus à même de venir à bout de la poussée de l'élan vital propre aux différentes souches ethniques.

Ne pas avoir compris cela, telle est sans aucun doute la faute tragique commise par la Maison des Habsbourg.

Pour un seul représentant de cette dynastie, le destin consentit une fois encore à brandir le flambeau qui allait jeter sa clarté sur l'avenir du pays ; puis vinrent pour toujours les ténèbres.

Joseph II¹⁹, empereur romain de la nation allemande²⁰, était effaré de voir que sa Maison, repoussée à la bordure extrême de l'empire²¹, en viendrait un jour à disparaître dans le tourbillon d'une Babylone d'ethnies s'il ne remédiait pas d'urgence aux négligences de ses ancêtres. Déployant une énergie surhumaine, l'« ami de l'humanité » se dressa contre l'incurie de ses prédécesseurs et chercha à rattraper en une décennie plusieurs siècles de laisser-aller. S'il lui avait seulement été donné de travailler pendant quarante ans et s'il y avait eu après lui seulement deux générations pour poursuivre son œuvre dans le même esprit, alors il est vraisemblable que le miracle se serait produit²². Mais lorsqu'il mourut après dix ans de règne à peine, usé physiquement et moralement, son œuvre le suivit dans sa sépulture pour désormais — sans avoir jamais été réveillée — dormir d'un sommeil éternel dans la Crypte des Capucins²³. Ses successeurs ne furent pas à la hauteur de la tâche, ni par l'esprit, ni par la volonté.

¹⁹ Cf. note 17.

²⁰ « *Römischer Kaiser der deutschen Nation* » ; sur l'histoire de « Saint-Empire romain de la nation allemande » (*Heiliges Römisches Reich Deutscher Nation*), dit couramment en France « Saint Empire romain germanique », on consultera avec intérêt : Jean Schillinger, *Le Saint-Empire*, Paris, Ellipses, 2001 ; voir aussi l'excellent Barbara Stollberg-Rilinger, *Das Heilige Römische Reich Deutscher Nation. Vom Ende des Mittelalters bis 1806*, Munich, Beck, 2006.

²¹ Perte par l'Autriche de la Silésie suite à la Guerre de succession (1740-1748) et à la Guerre de sept ans (1756-1763) ; explications in Jean A. Caravolas, *Histoire de la didactique des langues au siècle des Lumières*, Montréal, Presses de l'Université, 2000, pp. 207-208.

²² Hitler donne ici sa vision très personnelle du souverain ; pour la réalité du personnage, voir Jean Bérenger, *Joseph II d'Autriche*, Paris, Fayard, 2007.

²³ « *Kapuzinergruft* » appelée aussi « *Kaisergruft* » (crypte impériale) ; située Teggethoffstraße à Vienne, abrite depuis 1633 les tombeaux de la famille des Habsbourg.

Quand s'enflammèrent à travers l'Europe les premiers foyers de la tempête révolutionnaire annonciatrice de temps nouveaux, l'Autriche ne tarda pas à son tour à s'embraser progressivement. Toutefois, lorsque l'incendie finit par s'y déchaîner, le brasier fut bien moins attisé par des causes sociales, sociétales ou de politique générale, que par des forces motrices d'origine ethnique.

Partout, la révolution de 1848 se présenta sous la forme d'une lutte des classes²⁴ ; en Autriche, par contre, elle marqua le début d'un nouvel affrontement entre races. En négligeant ou en n'identifiant pas à l'époque cette origine du soulèvement révolutionnaire, l'Allemand [d'Autriche] se mit à son service, scellant par-là même son propre sort. Il contribua à éveiller l'esprit de la démocratie occidentale qui en peu de temps le déposséda du substrat de sa propre existence.

La première pierre de la fin de la suprématie de la germanité dans la monarchie fut posée lorsque fut constitué un corps de représentation parlementaire sans avoir pris au préalable le soin d'instituer et de consolider une langue commune à l'ensemble de l'État. À partir de ce moment, c'est l'État lui-même qui fut aussi condamné. Tout ce qui s'ensuivit se résuma à la liquidation historique d'un empire.

Suivre les étapes de cette désagrégation fut aussi bouleversant qu'instructif. L'exécution de la sentence de l'histoire s'effectua au travers de mille et mille questions touchant chaque individu. Que la plupart d'entre eux aient poursuivi leur chemin en aveugles au milieu des symptômes de la décadence, voilà bien la preuve que les dieux avaient la volonté d'anéantir l'Autriche.

Je n'ai pas l'intention de me perdre ici dans des détails car ce n'est pas l'objet de ce livre ; je souhaite uniquement passer au crible ces processus qui, en tant que causes invariables du déclin des peuples et des États, affectent toujours notre époque actuelle et qui, en définitive, ont contribué à asseoir ma pensée politique.



Parmi les institutions le plus clairement révélatrices de la corrosion de la monarchie autrichienne — et ce même pour le petit bourgeois connu pour n'être pas spécialement clairvoyant —, on trouvait en tête celle qui, plus que toutes les autres, aurait dû être détentrice de l'autorité : le Parlement, ou, comme on l'appelait en Autriche, le Conseil d'empire²⁵. Manifestement, le modèle pour cet organisme se trouvait en Angleterre, le pays de la « démocratie » classique. On en adopta l'ordonnancement, censé faire le bonheur des hommes, puis on le transplanta à Vienne en y apportant le moins de changement possible.

Le bicamérisme anglais vit sa réincarnation consacrée par l'instauration²⁶ de la Chambre des députés²⁷ et de la Chambre des seigneurs²⁸. Mais pour autant, ces « Chambres » étaient loin d'être logées à la même enseigne.

Lorsque, en son temps, Barry²⁹ fit surgir son Palais du Parlement des flots de la Tamise, il puisa dans l'histoire de l'Empire britannique et en tira l'ornementation des 1200 niches, consoles et colonnades de son prestigieux édifice. Peintures et

²⁴ *Le Manifeste du Parti communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels fut publié en février 1848.

²⁵ « *Reichsrat* ».

²⁶ En 1861.

²⁷ « *Abgeordnetenhaus* » : chambre basse du Parlement autrichien représentant le peuple ; dissoute en 1918.

²⁸ « *Herrenhaus* » : chambre haute du Parlement autrichien représentant la classe seigneuriale et l'Église ; dissoute en 1918.

²⁹ Charles Barry, 1795-1860, est l'architecte auquel Londres doit le palais de Westminster qui abrite la Chambre des Lords (1847) et la Chambre des communes (1852).

sculptures firent de la Chambre des Lords et la Chambre des communes un temple à la gloire de la nation.

C'est ici que survint pour Vienne la première difficulté. Car lorsque le Danois Hansen³⁰ eut achevé les derniers pignons de la bâtisse de marbre de la nouvelle représentation du peuple, il ne lui resta rien d'autre à faire³¹ qu'à en emprunter l'ornementation à l'Antiquité. Ce sont donc des hommes d'État et des philosophes grecs et romains qui décorent désormais ce théâtre de la « démocratie occidentale » et, par ironie symbolique, les quadriges survolant les deux Chambres et se séparant pour s'élancer vers les quatre points cardinaux, restituent à l'extérieur une parfaite image de ce qui advenait alors à l'intérieur.

Les « nationalités » ne tolérèrent pas — considérant qu'il s'agissait là d'une insulte et d'une provocation — que l'on glorifie à travers cet édifice l'histoire de l'Autriche ; au demeurant, il fallut même en Allemagne attendre le tonnerre des batailles de la Première Guerre mondiale pour que l'on ose consacrer au peuple allemand, par une inscription en frontispice, le Bâtiment Wallot, siège du Parlement du Reich³².

Lorsque, n'ayant pas encore vingt ans, je pénétrai pour la première fois dans le palais du Franzensring³³ pour assister en tant que spectateur et auditeur à une séance de la Chambre des députés, je fus envahi par un sentiment de répugnance extrême.

Je détestais déjà depuis toujours le Parlement, mais absolument pas en tant qu'institution en soi. Au contraire, ma sensibilité libérale m'empêchait de concevoir une autre forme de gouvernement ; de fait, la pensée d'une quelconque dictature me serait apparue — nonobstant mon positionnement vis-à-vis de la Maison des Habsbourg — comme un crime contre la liberté et contre toute raison.

Ce qui avait largement contribué à cet état d'esprit était le fait que — à mon insu — ma lecture assidue des journaux alors que j'étais jeune homme m'avait inoculé une admiration certaine pour le Parlement anglais dont il n'était pas évident de s'affranchir. La dignité avec laquelle la Chambre basse s'y acquittait de ses obligations (si l'on s'en remettait au tableau élogieux qu'en brossait notre presse) m'impressionnait puissamment. Comment aurait-il pu exister une forme plus noble de gouvernement d'une entité ethnique par elle-même ?

C'était là très exactement ce qui motivait mon hostilité au Parlement autrichien. Je considérais la façon dont il se comportait en toutes choses comme indigne de son prestigieux modèle. Mais à cela vint encore s'ajouter la raison suivante :

³⁰ Theophil Edvard von Hansen, 1813-1891, architecte néo-classique inspiré par son séjour à Athènes de 1837 à 1846.

³¹ Hitler fait ici allusion au fait que Hansen fut plusieurs fois contraint par les autorités de modifier son projet initial, notamment de façade polychrome ; la polychromie antique était alors considérée comme relevant d'une conception esthétique surannée, voire primitive, et seul le marbre blanc lui fut autorisé.

³² Le « *Reichstag* » à Berlin ; édifié de 1884 à 1894 dans le style néo-classique et appelé familièrement « Bâtiment Wallot » (*Wallot-Bau*) d'après le patronyme de son architecte, Paul Wallot (1841-1912) ; l'inscription « Au peuple allemand » (*Dem Deutschen Volke*), en lettres de bronze, fut apposée par l'architecte Peter Behrens en 1916 ; proposée dès 1894 par Wallot, elle avait été durant vingt-deux ans l'objet de violentes polémiques, toutefois pas pour le motif que laisse entendre Hitler ; c'est en réalité Guillaume II qui n'avait jusque-là pas été disposé à honorer le « peuple » ; il finit par accepter alors que la population supportait mal le prolongement inattendu de la guerre et que la propagande se devait de souligner l'attachement de l'empereur à ses sujets ; les lettres de l'inscription furent coulées par l'entreprise berlinoise Samuel Loevy à partir de canons pris à la France en 1813 lors de la victoire de Leipzig sur les armées napoléoniennes.

³³ Jusqu'en 1919, nom de l'actuel Dr.-Karl-Renner-Ring, l'artère viennoise sur laquelle se trouve le Parlement d'Autriche.

Le sort de la germanité dans l'État autrichien était intimement lié à sa position au Conseil d'empire. Jusqu'à l'introduction du suffrage universel à bulletin secret, il existait encore une majorité allemande au Parlement, même si ce n'était que d'une courte tête. Déjà cette situation en soi était problématique du fait de la non-fiabilité de la Social-démocratie qui, lors des questions critiques concernant la germanité, allait toujours à l'encontre des intérêts allemands — et ce, pour ne pas détourner d'elle ses partisans appartenant aux autres ethnies. Partant, la Social-démocratie ne pouvait plus être considérée comme un parti allemand. Mais lorsque fut instauré le suffrage universel, c'en fut terminé de la suprématie allemande, même sur le plan purement numérique. Désormais, plus aucun obstacle ne se dressait sur la route conduisant à la dégermanisation de l'État.

Voilà pourquoi, dès cette époque, mon instinct de conservation nationaliste m'amena à ne pas porter dans mon cœur une représentation nationale où la germanité, loin d'être représentée, ne cessait d'être trahie. Toutefois il s'agissait là d'un dysfonctionnement qui — au même titre que bien d'autres choses encore — n'était pas imputable à l'institution en soi mais à l'État autrichien. Il m'était déjà arrivé de penser que, tant que survivrait ce vieil État et même dans le cas d'une restauration de la majorité allemande dans ses organes représentatifs, il n'existerait plus d'espace pour que celle-ci fasse valoir ses positions doctrinales.

C'est donc dans cette disposition d'esprit que je pénétrai pour la première fois dans ce lieu aussi vénéré que contesté. À vrai dire, je ne le vénérais qu'en raison de la sublime beauté du majestueux édifice : une merveille hellénistique sur le sol allemand.

Mais lorsque je vis le spectacle lamentable qui se déroulait sous mes yeux, le sang ne tarda pas à me monter à la tête !

Étaient présents quelques centaines de ces soi-disant représentants du peuple qui avaient à trancher une question d'une grande importance sur le plan économique.

Rien que cette première journée suffit à stimuler ma réflexion sur plusieurs semaines.

La teneur intellectuelle des débats était véritablement d'une platitude affligeante, si tant est d'ailleurs qu'on ait pu comprendre ce qui se racontait car nombre de ces messieurs ne s'exprimaient pas en allemand mais dans leurs langues maternelles slaves, sinon carrément en dialecte³⁴.

Ce que je ne savais jusqu'alors que par la lecture des journaux, j'avais maintenant l'occasion de l'entendre de mes propres oreilles. Une masse d'excités gesticulant et vociférant dans les tonalités les plus diverses et dans la plus grande confusion, et ce sous la présidence d'un vieux bonhomme sans envergure qui s'efforçait à la sueur de son visage³⁵ de faire retrouver quelque dignité à l'Assemblée en secouant vigoureusement une clochette et en lançant tantôt des appels au calme, tantôt des semonces.

Je ne pouvais pas m'empêcher de rire.

Quelques semaines plus tard, j'étais de nouveau au Parlement. Le tableau avait changé du tout au tout, était devenu méconnaissable. L'hémicycle était comme

³⁴ Voir à ce propos : Brigitte Hamann, *Hitlers Wien*, Munich, Piper, 1996, pp. 171-173 (trad. fr. *La Vienne d'Hitler*, Paris, Syrtes, 2014) ; l'historienne autrichienne explique comment les travaux parlementaires pouvaient être bloqués sur de longues périodes au simple motif de l'ignorance de la langue allemande par certains députés des minorités, voire de leur refus radical d'utiliser la langue allemande et de leur exigence à être systématiquement assistés d'interprètes.

³⁵ « *im Schweisse seines Angesichts* » ; Hitler pastiche ici la célèbre sentence divine : « À la sueur de ton visage tu mangeras ton pain » (*Genèse 3/19*).

désert. Là-bas en dessous³⁶, ça roupillait ferme. Quelques députés assis à leur place se bâillaient au nez, l'un d'eux « discourait ». Un vice-président était présent et contemplant la salle avec un ennui manifeste.

Je commençai à m'interroger. Par la suite, je me mis à assister aux séances du Conseil d'empire dès que j'en avais la possibilité ; en silence et avec attention, j'observais à chaque fois le spectacle et écoutais les discours pour autant qu'ils aient été compréhensibles, j'étudiais les physionomies plus ou moins intelligentes des élus des nations composant ce malheureux État. C'est ainsi que, au fil des jours, je me forgeai ma propre opinion.

Une année de cette observation discrète mais vigilante me suffit pour réviser radicalement sinon mettre au panier mon appréciation antérieure sur le caractère de cette institution. Ma nature intime ne s'insurgea plus contre la déformation aberrante du concept initial en Autriche ; non, c'était désormais le Parlement en soi que je me refusais à admettre. J'avais jusqu'alors estimé que le malheur du Parlement autrichien résidait dans l'absence d'une majorité allemande ; maintenant, je pensais que c'était l'appareil dans son essence même qui était néfaste.

Je fus alors assailli par toute une batterie de questions.

Je commençais à me familiariser avec le principe démocratique de la prise de décision à la majorité des voix qui représentait le fondement de tout le système, mais je ne négligeais pas pour autant de prêter attention à la valeur intellectuelle et morale de ces messieurs qui, en tant qu'élus des différentes nations, étaient censés se conformer à cette fin.

C'est ainsi que j'appris à connaître en même temps l'institution et ses représentants. En quelques années, je me façonnai alors, sur la base de mes découvertes et de mes analyses, une représentation d'une précision plastique du prototype du personnage le plus sublime des temps modernes : le parlementaire. Cette image s'imprégna progressivement en moi pour ne plus jamais subir de transformation essentielle.

Cette fois encore, c'est l'enseignement concret de la réalité pratique qui m'avait préservé de l'asphyxie par une théorie qui, pour être séduisante aux yeux de bien des gens au premier abord, n'en est pas moins à ranger au nombre des symptômes de décadence de l'humanité.

La démocratie, telle qu'elle se présente de nos jours en Occident, ouvre la voie au marxisme, lequel serait inconcevable sans elle. Elle fournit d'abord à cette peste universelle le bouillon de culture à partir duquel l'épidémie va se propager. D'autre part, elle a créé par le biais de son expression vers l'extérieur, à savoir le parlementarisme, un « monstre d'excréments et de feu »³⁷ dont malheureusement — à ce qu'il me semble à l'heure présente — seul le « feu » s'est éteint.

Je me vois dans l'obligation d'être plus que reconnaissant au destin de m'avoir poussé à examiner cette question alors que j'étais encore à Vienne, car il est à

³⁶ Hitler se trouve sur la galerie réservée au public, tout comme Mark Twain dix ans avant lui (cf. *Stirring Times in Austria*, texte publié dans le *Harper's Magazine* de février 1898 dans lequel les débats parlementaires autrichiens sont qualifiés notamment d'« *astounding situation* » et « *odious spectacle* »).

³⁷ « *Spottgeburt aus Dreck und Feuer* » ; reprise de l'invective lancée par Faust à Méphistophélès à la fin de la scène intitulée « *Marthens Garten* » (Jardin de Marthe) ; Goethe avait pour sa part écrit « *Spottgeburt von Dreck und Feuer* » ; la traduction d'Albert Stapfer (1823 : « Vile engance de boue et de feu ») comme celle de Gérard de Nerval (1835 : « Vil composé de boue et de feu ») ne restituent pas vraiment la violence de l'expression. Le mot « *Spottgeburt* » renvoyait à l'époque aux êtres affectés de difformités physiques et autres anomalies ; on sait que pour Hitler il conviendra non seulement de les stériliser mais aussi de les assassiner (cf. *Médecine et nazisme*, Paris, L'Harmattan, 1998).

redouter que, en Allemagne à la même époque, je me serais satisfait d'une réponse par trop facile. Si ma révélation du ridicule de cette institution nommée « Parlement » avait eu lieu à Berlin, sans doute serais-je tombé dans l'erreur inverse en me rangeant — pour d'excellentes raisons en apparence — du côté de ceux qui n'entrevoient d'autre salut pour le peuple et le Reich que dans un soutien absolu à la toute-puissance du Kaiser³⁸ et s'avéraient cela étant à la fois étrangers et aveugles à leur époque et à leurs contemporains.

Une telle chose était impossible en Autriche.

Ici, il était impossible de tomber aussi facilement d'une erreur dans l'autre. Si le Parlement ne valait rien, les Habsbourg ne valaient à coup sûr pas mieux — sinon encore moins. Il ne suffisait toutefois pas de rejeter le parlementarisme ; car restait alors toujours en suspens la question : que faire ensuite ?³⁹ Refuser et supprimer le Conseil d'empire, cela aurait signifié laisser tout le pouvoir entre les mains de la seule Maison des Habsbourg, une perspective insoutenable, particulièrement pour moi.

La difficulté pour résoudre ce cas particulier m'amena à en soumettre la problématique à une analyse plus approfondie que je n'aurais été susceptible de le faire — vu mon très jeune âge — si les circonstances avaient été différentes.

Ce qui en premier lieu et surtout me donna à réfléchir fut l'absence de toute responsabilité individuelle.

Le Parlement adopte-t-il une résolution dont les conséquences vont s'avérer dévastatrices — personne n'en porte la responsabilité, personne n'est astreint à rendre des comptes. Car peut-on par exemple considérer qu'il y a prise de responsabilité lorsque, à la suite d'une faillite sans précédent, le gouvernement fautif démissionne ? Ou que la coalition gouvernementale change, ou encore que le Parlement est dissous ?

Comment envisager qu'une majorité fluctuante d'individus soit un jour déclarée responsable ?

L'idée de responsabilité n'est-elle pas liée à la personne ?

Est-il toutefois objectivement possible de rendre un chef de gouvernement responsable d'actes dont la genèse et la mise en œuvre sont exclusivement imputables à la volonté et aux penchants de la multitude ?

Ou bien : ne juge-t-on pas la tâche de l'homme d'État exerçant le pouvoir moins sur les idées créatrices et les projets qu'il enfante que beaucoup plus sur l'art qu'il possède de faire comprendre le caractère génial de son programme à un troupeau de moutons sans cervelle, pour ensuite quémander leur bienveillante approbation ?

Le critère pour l'homme d'État est-il de posséder l'art de convaincre au même degré que l'intelligence politique de promulguer des directives et de prendre de grandes décisions ?

Cela prouve-t-il l'inaptitude d'un dirigeant s'il ne réussit pas à gagner à une idée déterminée la majorité d'une foule agglomérée telle une tumeur par suite de hasards plus ou moins propres ?

Est-il du reste arrivé une seule fois que cette foule ait compris une idée avant que le succès en ait révélé la grandeur ?

Toute action géniale en ce monde n'est-elle pas une protestation évidente du génie contre l'inertie de la masse ?

³⁸ L'empereur Guillaume II.

³⁹ On notera l'homophonie du questionnement hitlérien (« *was nun ?* ») avec celui de Lénine en titre de sa brochure de 1902, *Que faire ? (Was tun ?)*.

Que doit alors envisager l'homme politique qui par ses flatteries échoue à gagner à ses projets la faveur de cette foule ?

Doit-il la soudoyer ?

Ou bien doit-il, étant donné la bêtise de ses concitoyens, renoncer à accomplir les tâches qu'il sait être vitales, se retirer ou malgré tout rester ?

Est-ce que, dans un tel cas, un caractère bien trempé ne connaît pas un conflit insoluble entre ce qu'il constate et ce qu'il juge convenable de faire, ou plus précisément ce que ses convictions sincères lui disent de faire ?

Où situer ici la limite qui sépare le devoir envers la collectivité et les impératifs de l'honneur personnel ?

Tout dirigeant authentique n'est-il pas dans l'obligation de s'interdire des méthodes qui le ravaleraient au rang d'un magouilleur politique ?

Et est-ce que, inversement, tout magouilleur ne va pas se sentir obligé de se « lancer » en politique puisque ce n'est jamais lui qui en dernier ressort aura à supporter la responsabilité de ses actes, mais une ribambelle de gens indiscernables.

Le principe parlementaire de la majorité n'aboutira-t-il pas forcément à l'effacement total du concept de meneur?⁴⁰

Comment croire que le progrès en ce monde pourrait émaner du cerveau de majorités et non de l'esprit de quelques individus ?

Ou bien s'imagine-t-on pouvoir éventuellement s'affranchir à l'avenir de cette condition sine qua non de toute civilisation humaine ?

Ne paraît-elle pas au contraire être aujourd'hui plus indispensable que jamais ?

En rejetant l'autorité de l'individu et en lui substituant la règle du plus grand nombre, le principe parlementaire de la décision à la majorité commet un péché à l'encontre de l'idée mère d'aristocratie qui régit la nature, sachant au demeurant que la conception de la noblesse telle que celle-ci la postule ne saurait en aucun cas s'incarner dans la décadence actuelle du gratin de notre société⁴¹.

Quels ravages provoque cette institution de la démocratie moderne qui consacre le règne du parlementarisme, il est évident qu'un lecteur de la presse juive ne peut que difficilement se l'imaginer, pour peu qu'il n'est pas appris à penser et à analyser en toute indépendance. C'est elle qui est en premier lieu la cause de l'in vraisemblable submersion de l'ensemble de la vie politique par les individus les plus dégénérés que compte notre époque. Plus le meneur authentique se retirera d'une activité politique qui, pour l'essentiel, ne consiste pas tant à faire preuve de créativité et de compétence technique qu'à marchander et grenouiller pour gagner la faveur de la majorité, plus cette activité conviendra aux esprits inférieurs et conséquemment les attirera.

Plus un de ces margoulins d'aujourd'hui est un nabot de l'esprit comme du savoir-faire et plus son intuition lui fait clairement prendre conscience de l'image lamentable qu'il donne effectivement de lui, plus il en vient à louer un système qui, loin d'exiger de sa part la vigueur et le génie d'un géant, se satisfait pleinement de sa finasserie

⁴⁰ « *Führergedanke* » ; on voit ici Hitler préciser progressivement ce qui deviendra ultérieurement le « *Führerprinzip* », principe fondamental de l'État nazi exigeant du peuple allemand une obéissance aveugle basée sur une foi religieuse en l'infaillibilité de son « guide ».

⁴¹ Hitler écrit « *die oberen Zehntausend* », expression familière et ironique pour désigner la noblesse et parfois de nos jours encore les classes privilégiées ; sur son origine vraisemblable, voir Christoph Gutknecht, *Lauter blühender Unsinn. Erstaunliche Wortgeschichten*, Munich, Beck, 32003, p. 42.

de maire de village, autrement dit qui préfère une telle forme de sagesse à celle d'un Périclès⁴².

Il va de soi qu'un tel benêt n'éprouvera jamais d'états d'âme quant à la responsabilité qu'impliquent ses actes. Il est d'emblée exonéré de ce souci puisqu'il sait parfaitement que, quel que soit le résultat de sa « cuisine politicienne », sa fin est depuis longtemps inscrite dans son horoscope ; le jour viendra où il sera contraint de céder sa place à un autre esprit de semblable envergure. Car c'est là encore une des caractéristiques de ce système décadent que le contingent des hommes d'État d'une telle envergure s'accroît à mesure que leur niveau personnel décroît. Et ce niveau s'effondrera forcément encore en raison de l'amplification de la dépendance vis-à-vis des majorités parlementaires du fait que, d'une part, les esprits supérieurs se refuseront à jouer les larbins de crétins minables et verbeux, et que, d'autre part, les représentants de la majorité, entendons de la bêtise, ne détestent rien avec plus de hargne que les cerveaux capables de leur en remonter⁴³.

Pour un aréopage d'édiles dignes de Schilda⁴⁴, quoi de plus réconfortant que de se savoir mené par un chef dont la compétence se situe exactement au même niveau que celui de l'ensemble des présents à l'Assemblée : ainsi chacun a-t-il la satisfaction de pouvoir de temps en temps faire briller son esprit — et surtout de se dire que si Pierre est à même d'être le taulier, pourquoi pas un jour Paul ?

Mais il est une caractéristique inhérente à l'invention de la démocratie qui, ces derniers temps, a pris les proportions d'une réelle infamie, à savoir la pleutrierie de nos prétendus « dirigeants ». Quel bonheur de pouvoir se cacher dans les jupes d'une dite majorité dès qu'il s'agit d'entériner des décisions de quelque importance !

Il suffit d'observer une fois comment un de ces politiciens véreux, avant d'adopter une résolution, quémande avec inquiétude l'approbation de la majorité afin d'être couvert par les complicités nécessaires, ce qui lui permettra ensuite à tout moment de se décharger de sa responsabilité. C'est la raison essentielle pour laquelle une telle façon de pratiquer la politique ne peut que provoquer la répulsion et l'hostilité de tout homme intrinsèquement honnête et bien sûr courageux, alors qu'elle ne manquera pas d'attirer les gueux : celui qui se refuse à assumer personnellement la responsabilité de ses actes et qui cherche au contraire toujours à se couvrir n'est qu'une lâche fripouille⁴⁵. Mais quand les dirigeants d'une nation se résument à de telles lavettes, on en subit bientôt les fâcheuses conséquences. On n'a plus le courage d'agir avec détermination, on préfère encaisser les calomnies, aussi ignominieuses soient-elles, que faire l'effort de prendre une décision ; et on peut toujours courir derrière celui qui se déterminerait à mettre en jeu sa personne et sa tête pour l'exécution d'une décision intransigeante.

De fait, il y a une chose que l'on ne doit pas et que l'on n'a pas le droit d'oublier : jamais la majorité ne remplacera un homme. Elle représente toujours non seulement les imbéciles mais aussi les lâches. Et pour autant qu'il soit peu probable que cent

⁴² L'homme d'État athénien (495 av. J.-C. – 429 av. J.-C.) était une des références de Hitler ; cf. l'instructif travail de Vincent Azoulay, *Périclès : la démocratie athénienne à l'épreuve du grand homme*, Paris, A. Colin, 2010 / section « Périclès au miroir d'Hitler : le chef bâtisseur ».

⁴³ Sur l'agressivité langagière dans *Mein Kampf*, voir Felicity Rash, *The Language of Violence. Adolf Hitler's Mein Kampf*, New York, Peter Lang, 2006.

⁴⁴ « *eine Ratsversammlung Schildaer Stadtverordnete* » ; allusion à l'ouvrage satirique *Les Habitants de Schilda (Die Schildbürger*, 1598, auteur inconnu) qui illustre la sottise prétentieuse des citoyens d'une petite localité saxonne ; voir aussi dans le même esprit *Les Abdéritains (Die Abderiter)* de Christoph Martin Wieland (1780).

⁴⁵ « *ein feiger Lump* » ; l'expression fera école ; elle sera régulièrement employée par le juge Roland Freisler lors des simulacres de procès contre les putschistes du 20 juillet 1944.

cervelles creuses puissent produire un sage, il est illusoire d'attendre de cent lâches qu'ils prennent une décision héroïque.

Cependant, moins la responsabilité individuelle du meneur est lourde, plus augmente le nombre de ceux qui, en dépit de leur lamentable manque d'envergure, se sentent appelés à mettre eux aussi à la disposition de la nation leur indéfectible énergie. Ils languissent de pouvoir enfin à leur tour se mettre sur les rangs ; ils font la queue, dénombre avec un douloureux déplaisir ceux qui attendent devant eux dans la longue file, et ils en sont presque à calculer le délai au terme duquel, selon toute probabilité, ils atteindront au but. C'est pourquoi ils sont à l'affût de tout changement dans la fonction dont il rêve et se félicitent de tout scandale susceptible de leur dégager la voie. S'il arrive qu'il y en ait un qui s'accroche à la position qu'il occupe, cela est presque ressenti comme la rupture d'un pacte sacré de solidarité mutuelle. Alors ils se font méchants et n'ont de cesse que l'impudent, enfin détrôné, n'ait remis sa place toute chaude à la disposition de la collectivité. Du coup, il n'est pas près de la récupérer. Car dès qu'une de ces créatures a été contrainte d'abandonner son poste, elle tente immédiatement de se glisser de nouveau dans le cortège de ceux qui patientent, si tant est que leurs hurlements et leurs injures ne l'en dissuadent pas. Il résulte de tout cela une rotation effroyablement rapide dans les fonctions et les charges les plus importantes de l'État, ce qui a inéluctablement un impact néfaste sinon parfois carrément catastrophique. En effet, il faut savoir qu'il n'y a pas que les imbéciles et les incapables à être victimes de ces mœurs ; le guide authentique va en pâtir bien plus encore, pour peu que le destin consente enfin à en introniser un. Cela se réalise-t-il que l'on voit sur l'heure se constituer un front unitaire pour s'opposer à lui, surtout si le guide en question a l'audace de vouloir occuper sa place parmi ce beau monde alors qu'il n'est pas du sérail. Ces messieurs ont pour principe absolu de rester entre eux et détestent en tant qu'ennemi commun toute cervelle susceptible de les renvoyer à leur nullité. Et concernant ce point, leur instinct est d'autant plus affûté qu'ils en sont totalement dépourvus par ailleurs.

Il en découle un appauvrissement intellectuel chronique des classes dirigeantes. Ce qui en ressort pour la nation et l'État, chacun peut le mesurer, pour autant qu'il n'appartienne pas personnellement à cette catégorie de « dirigeants ».

Le régime parlementaire avait fait main basse sur la vieille Autriche à cent pour cent. Il est vrai que les premiers ministres successifs étaient nommés par l'empereur et roi⁴⁶, mais cette nomination ne faisait que ratifier la volonté du Parlement. Marchandages et grenouillages pour obtenir un maroquin étaient inhérents à la démocratie occidentale dans toute sa splendeur. Autant dire que les résultats étaient à la hauteur des principes mis en œuvre. Il y avait notamment les remaniements ministériels qui ne cessaient de s'accélérer pour finalement aboutir à une véritable cascade. À chaque fois, la qualité des « hommes politiques » concernés se dégradait jusqu'à ce que l'on en arrive à ce type de petit magouilleur parlementaire dont la valeur politique n'est plus jugée et reconnue qu'à l'aune de sa capacité à savoir à l'occasion ressouder une majorité de coalition, autrement dit à négocier ces affaires mesquines qui à elles seules légitiment la qualification de ces représentants du peuple à accomplir un travail pratique.

Pour étudier ce domaine, c'est sans conteste l'école de Vienne qui délivrait la meilleure formation.

⁴⁶ En 1867 avait été instauré le dualisme austro-hongrois ; l'empereur d'Autriche avait aussi le titre de roi de Hongrie ; on parlait de « monarchie impériale et royale » (*kaiserliche und königliche Monarchie*, abrégé en *k.u.k. Monarchie* que, par dérision, Robert Musil transformera en *Kakaniën* = Cacanïe ; voir *L'Homme sans qualités*, 1930-1932).

J'éprouvais également un grand intérêt à comparer les compétences et les connaissances réelles de ces représentants du peuple avec la façon dont ils résolvaient les problèmes qui leur incombait. Il est évident que l'on se trouvait alors contraint — qu'on le veuille ou non — de se préoccuper attentivement de l'étendue de l'horizon intellectuel de ces élus du peuple, ce qui rendait incontournable que l'on examine précautionneusement les circonstances qui conduisent à la découverte de ces joyaux de notre vie publique.

Ce qui valait également la peine d'être analysé sinon disséqué, c'était la manière dont les capacités effectives de ces messieurs étaient mises et employées au service de la patrie, autrement la procédure technique de leur activité.

La vue d'ensemble de la vie parlementaire paraissait d'autant plus lamentable que l'on en sondait résolument les arcanes en étudiant avec une objectivité mordante et sans concession les acteurs et les dessous factuels. Oui, cela est parfaitement indiqué à l'égard d'une institution dont les représentants se sentent obligés de faire à tout bout de champ référence à l'« objectivité » en tant qu'unique fondement juste de la moindre analyse et prise de position. Mais que l'on passe au crible tous ces beaux messieurs, ainsi que les règles qui président à leur cruelle existence, et l'on ne manquera pas d'être surpris du résultat.

Il n'existe absolument aucun principe qui, considéré objectivement, soit aussi erroné que le principe parlementaire.

On ne s'étendra pas ici sur la façon dont se déroule l'élection de ces messieurs les représentants du peuple, ni sur la manière dont ils accèdent à leur siège et à leur nouvelle dignité.

Que, en l'occurrence, cela ne concerne la satisfaction d'un vœu général voire d'un besoin que dans une mesure véritablement infime, cela tombe sous le sens de tous ceux qui sont conscients que la grande masse ne possède pas une intelligence politique assez développée pour affirmer sa propre vision politique et choisir les personnalités adéquates pour qu'elle se concrétise.

Ce que nous ne cessons de désigner par l'expression « opinion publique » ne repose que pour une part minime sur l'expérience ou la connaissance qu'un individu a pu acquérir par lui-même mais par contre en majeure partie sur une conception des choses telle qu'elle a été engendrée — souvent avec infiniment de ténacité et de force de persuasion — par ce que l'on nomme « l'information ».

De même que l'obéissance confessionnelle est le résultat de l'éducation que l'on a reçue et que la nécessité en soi de pratiquer une religion sommeille dans le for intérieur de l'individu, l'opinion politique de la masse ne représente que l'aboutissement d'une manipulation — souvent incroyablement opiniâtre et méthodique — de l'âme et de l'entendement.

Ce qui participe de loin le plus puissamment à « l'éducation » politique — et que l'on désigne dans ce cas par le terme tout à fait pertinent de propagande — est à mettre sur le compte de la presse. S'occupant prioritairement du « travail d'information », elle représente de ce fait une sorte d'école pour adultes. Seulement cet enseignement ne se trouve pas entre les mains de l'État mais entre les griffes de forces qui pour une grande part sont hautement porteuses de dégénérescence. Encore jeune homme, j'avais eu précisément à Vienne la meilleure de toutes les occasions de faire amplement connaissance avec des propriétaires et des fabricants d'idées de cette machine à éduquer les masses. Ma première surprise fut de voir à quelle vitesse cette grande puissance délétère nichée au cœur de l'État parvenait à susciter une opinion bien définie, même s'il s'agissait là d'une trahison absolue des attentes et des points de vue qui ne pouvaient manquer d'habiter la collectivité.

En quelques jours, elle faisait d'une banalité une affaire d'État majeure tandis que, à l'inverse et dans le même temps, des problèmes vitaux étaient voués à l'oubli général voire carrément extirpés de la mémoire et du souvenir des masses.

Ainsi parvenait-on en quelques semaines à faire comme par magie surgir des noms du néant, à y associer les espérances les plus mirifiques des foules, à leur créer pour tout dire une popularité à laquelle il est rare qu'un homme de réelle envergure puisse accéder sa vie durant ; des noms que, un mois auparavant, personne ne connaissait, ne serait-ce que par ouï-dire, alors que parallèlement des personnalités ayant fait de longue date leurs preuves au service de l'État et de la vie publique étaient tout simplement enterrés bien qu'étant en pleine santé, ou étaient si honteusement traînés dans la boue que leur nom ne tardait pas à devenir le symbole de quelque infamie ou crapulerie. Pour apprécier précisément l'ampleur du danger que représentent ces canailles de la presse, il faut étudier cette infâme méthode juive qui consiste — d'un seul coup comme par magie et à partir de plusieurs centaines d'endroits en même temps — à déverser sur les habits immaculés des gens honnêtes des tombereaux de calomnies et de diffamations abjectes.

De tels malfrats de la pensée ne reculent devant rien pour parvenir à leurs fins ignobles.

Ils vont jusqu'à fourrer leur nez dans les affaires de famille les plus secrètes et ne connaîtront pas le repos tant que leur instinct de cochon truffier n'aura pas exhumé quelque pénible incident qui va alors servir à porter le coup de grâce à la malheureuse victime. Mais si — en dépit du soin mis à fouiller — ils ne trouvent rien ni dans la vie publique ni dans la vie privée, les gaillards de cette trempe ont alors tout simplement recours au dénigrement, fermement persuadés que non seulement il en restera toujours quelque chose malgré des milliers de démentis, mais aussi que la rumeur, reprise des centaines de fois, fera boule de neige dans tous les autres journaux de connivence, mettant ainsi généralement la victime dans la totale impossibilité de se défendre ; en la circonstance, il ne faut pas s'attendre à ce que cette racaille s'embarrasse de motifs qui pourraient éventuellement être crédibles ou du moins compréhensibles pour le reste de l'humanité. Dieu l'en garde ! Lorsqu'un de ces voyous agresse ses bien-aimés semblables d'aussi crapuleuse manière, il se réfugie, tel le poulpe expulsant son encre, derrière un véritable nuage de pseudo-arguments mielleux mettant en avant son honorabilité ; il cause de « devoir journalistique » et d'autres salades du même style ; lors des conférences et des congrès — autrement dit d'occasions où l'on voit se concentrer ces redoutables fléaux —, il se permet de chanter sur tous les tons qu'il en va d'une forme toute particulière de l'honneur, à savoir « l'honneur journalistique », et toute cette engeance rassemblée se conforte mutuellement et avec gravité dans cette opinion. Et dire que ce sont ces scélérats qui fabriquent à pratiquement soixante-dix pour cent l'opinion publique dont l'écume va ensuite enfanter notre Aphrodite parlementaire⁴⁷.

⁴⁷ Déesse sortie, selon la tradition populaire grecque, d'un tourbillon marin, et dont le nom même signifierait « née de l'écume » (*aphrós*). Comme tous les écoliers de sa génération, Hitler connaissait *Les plus belles légendes de l'antiquité classique (Die schönsten Sagen des klassischen Alterthums)*, ouvrage en trois volumes publié par Gustav Schwab entre 1838 et 1840 et qui était largement utilisé comme manuel d'enseignement. Sans doute le Führer cherche-t-il par son association à ironiser sur cette « sublime créature » que représente à ses yeux le Parlement ? Cf. F.K.M. Hillenbrand, *Underground Humor in Nazi Germany*, London/New York, Routledge, 1995, [193], ainsi que Wolfgang Durner, *Antiparlamentarismus in Deutschland*, Würzburg, Königshausen und Neumann, 1997, p. 115.

Une bibliothèque ne suffirait pas à décrire avec précision cette mécanique ni à dénoncer tout ce qu'elle recèle d'impostures mensongères⁴⁸. Quoi qu'il en soit, même en faisant abstraction de cela et en ne se concentrant que sur les résultats concrets de l'activité parlementaire dans son ensemble, il me semble qu'il n'en faut pas plus pour que même un tempérament des plus conformistes prenne conscience du caractère objectivement démentiel de cette institution.

Ce que cet égarement humain implique en dangerosité et absurdité, on le comprendra immédiatement et sans peine en mettant le parlementarisme démocratique en parallèle avec ce que doit être une véritable démocratie germanique⁴⁹.

Ce qu'il y a de plus frappant dans le premier cas de figure, c'est qu'on élit disons cinq cents hommes — ou récemment aussi des femmes⁵⁰ — auxquels il incombe alors de prendre en toutes choses la décision définitive. Dans la pratique, ils sont donc seuls à gouverner ; car même s'ils désignent une équipe gouvernementale qui, aux regards de l'extérieur, est censée s'occuper de la direction des affaires de l'État, cela n'est que de pure forme. En réalité, ce soi-disant gouvernement ne peut pas faire un pas sans avoir au préalable reçu l'assentiment de l'Assemblée dans son ensemble. Impossible dès lors de le rendre responsable de quoi que ce soit puisque la décision ultime ne relève jamais de lui mais de la majorité parlementaire. Dans tous les cas, il n'est jamais que l'exécutif des quatre volontés du Parlement. Il est vrai que l'on pourrait se contenter de juger sa capacité politique sur l'habileté avec laquelle il s'entend, soit à s'ajuster à la volonté de la majorité, soit à rallier la majorité à la sienne. Mais c'est alors la dégringolade du niveau d'un gouvernement digne de ce nom à celui d'un simple mendiant auprès de la majorité en place. Oui, sa tâche prioritaire se borne désormais — selon le cas — ou bien à s'assurer les bonnes grâces de la majorité existante, ou bien à se charger d'en constituer une nouvelle mieux disposée à son égard. S'il y réussit, il lui est permis de « gouverner » encore quelque temps, mais s'il n'y réussit pas, alors il n'a plus qu'à s'en aller. En l'occurrence, le bien-fondé de ses objectifs ne joue absolument aucun rôle.

C'est ainsi que, pour ce qui relève de la praxis, toute responsabilisation se voit annihilée.

Quelles conséquences cela entraîne, il suffit d'observer pour le constater :

L'amalgame de ces cinq cents représentants choisis par le peuple — à en juger par les origines professionnelles et les aptitudes individuelles — compose un tableau sans harmonie et le plus souvent déplorable. De fait, ce serait se leurrer que de croire que ces élus de la nation sont aussi des élus de l'esprit ou même de l'intelligence ! Il faut espérer que nul n'osera prétendre que les hommes d'État naissent par centaines des bulletins de vote d'un électorat totalement dénué de clairvoyance. On ne s'opposera jamais avec assez de virulence à cette absurdité selon laquelle les génies seraient engendrés par le suffrage universel. Primo, il est tout à fait exceptionnel⁵¹ qu'une nation se voit gratifiée d'un homme d'État réellement talentueux, alors sûrement pas de cinq cents voire plus en une même fournée ; deusio, la masse éprouve une aversion viscérale pour tout génie supérieur. On a

⁴⁸ « *in seiner ganzen verlogenen Unwahrhaftigkeit* ».

⁴⁹ « *germanische Demokratie* », cf. fin de la présente section ; voir également T. Feral, *Le national-socialisme. Vocabulaire et chronologie*, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 48-49.

⁵⁰ Sur la place que les nazis accordaient à la femme, voir T. Feral, « La politique féminine du troisième Reich », in *Le Défi de la mémoire*, Mazet-St-Voy, Tarmeye, 1991, pp. 43-60 + bibliographie, pp. 142-143.

⁵¹ Hitler emploie ici l'expression familière bavaroise et autrichienne « *nur alle heiligen Zeiten* ».

plus de chances de voir un chameau passer par le chas d'une aiguille⁵² que de « découvrir » un grand homme par le biais d'une élection.

L'histoire du monde nous enseigne que ce qui dépasse véritablement la norme propre au commun des mortels a pour habitude de se révéler au travers d'une personnalité hors du commun⁵³.

En l'état actuel des choses, ce sont pourtant cinq cents personnes d'une stature plus que modeste qui procèdent au vote des questions cruciales pour la nation, qui mettent en place des gouvernements qui doivent ensuite solliciter l'assentiment de l'illustre Assemblée pour chaque cas particulier et chaque point particulier, ce qui fait que, en conséquence, la politique gouvernementale est bel et bien le fait de cinq cents individus.

Et la plupart du temps, il n'y a pas à s'y tromper.

Mais même en laissant totalement de côté le sujet de la génialité de ces représentants du peuple, il n'est qu'à réfléchir à la diversité des problèmes qui attendent d'être résolus, aux solutions qui doivent être trouvées et aux décisions qui doivent être prises dans des domaines n'ayant rien de commun entre eux, et l'on comprendra sans peine à quelle impuissance se trouve forcément condamné un système de gouvernement qui concède l'ultime droit de décision à une réunion plénière d'individus dont seule une infime partie possède les connaissances et l'expérience requises pour traiter l'affaire en cours. C'est ainsi que les mesures économiques les plus importantes sont soumises à un forum dont à peine un membre sur dix peut se prévaloir d'une formation en économie. Cela revient donc à faire reposer la décision finale pour une affaire entre les mains d'hommes totalement dépourvus de compétences en la matière.

Et il en va de même pour toutes les autres questions. C'est toujours une majorité d'ignorants et d'incapables qui fera pencher la balance étant donné que la composition de cette institution reste inchangée alors que les problèmes à traiter s'étendent à pratiquement tous les domaines de la vie publique, ce qui conséquemment supposerait une alternance permanente des députés appelés à en juger et à en décider. Il est absolument impossible de laisser les mêmes gens disposer en matière de sécurité routière et, disons, à propos d'une question de politique extérieure essentielle. Il faudrait qu'ils soient tous des génies universels comme il s'en manifeste péniblement un seul sur plusieurs siècles. Malheureusement, il ne s'agit généralement pas en l'occurrence de « phénix » mais de dilettantes aussi limités que prétentieux et infatués de leur personne, d'un demi-monde d'intellectuels de la pire espèce. D'où la désinvolture souvent déconcertante avec laquelle ces messieurs parlent et décident de choses qui exigeraient des plus grands esprits eux-mêmes qu'ils y réfléchissent avec préoccupation. Ils prennent des mesures de portée cruciale pour l'avenir de tout un État, voire d'une nation, comme si ce qui se jouait là était — ce qui entrerait à coup sûr bien mieux dans leurs compétences — une partie de belote⁵⁴ ou de tarot et non le destin d'une race.

⁵² Formulation empruntée à Jésus ; cf. *Évangile selon Saint Mathieu*, 19/24 ; *Évangile selon Saint Marc*, 10/25 ; *Évangile selon Saint Luc*, 18/25.

⁵³ Hitler s'inspire du § 348 des *Principes de la philosophie du droit* de Hegel (1820) ; l'exemple de personnalité hors du commun choisie par le philosophe était Napoléon ; Voir André Lécivain, *Hegel et l'éthicité. Commentaire de la troisième partie des « Principes de la philosophie du droit »*, Paris, Vrin, 2002, p. 161, ainsi que Claude Boulard, *Hegel, Principes de la philosophie du droit*, §§ 341-360 : « *L'histoire du monde* », Paris, Ellipses, 2002.

⁵⁴ Hitler pour sa part parle de *Schafkopf* (ne pas confondre avec *Schafskopf* = imbécile), jeu de cartes très populaire en Bavière et en Autriche parallèlement au tarot ; cf. Karl von Reinhardstöttner, *Land und Leute im Bayerischen Walde*, Aachen – Bamberg, Buchner, 1890, p. 66.

Il serait évidemment parfaitement injuste de croire que tout député siégeant dans un tel Parlement est systématiquement affligé d'un sens aussi minime de ses responsabilités.

Non, absolument pas.

Cependant, du fait que tout député se voit contraint par le système de prendre position sur des questions qui lui échappent, son caractère s'en trouve progressivement perverti. Il ne s'en trouvera pas un qui fera preuve d'assez de courage pour déclarer : « Messieurs, je crois que nous n'entendons rien à cette affaire. Tout au moins en ce qui me concerne personnellement » (ce qui au demeurant ne changerait pas grand-chose vu qu'un aveu de cette sorte demeurerait totalement incompris et que, en outre, on ne saurait admettre qu'une pareille bourrique pollue l'ambiance par sa franchise). Pour qui connaît la nature humaine, il n'est pas difficile de concevoir que nul au sein d'une aussi illustre assemblée ne tient à passer pour le parfait abruti, sachant qu'il est de règle dans ce type de milieu que sincérité soit synonyme de bêtise.

Ainsi le député encore intègre en début de mandat en viendra-t-il par la force des choses à se fourvoyer dans le mensonge et la tromperie. La conviction même que le refus d'un seul de s'associer au magouillage généralisé ne changerait absolument rien, étouffe tout sursaut d'honnêteté qui pourrait éventuellement encore se manifester chez l'un ou chez l'autre. Pour finir, chacun va se persuader qu'il est loin d'être le plus immoral du lot et que sa coopération évite bien pire.

On ne manquera évidemment pas d'objecter que, s'il est vrai qu'un député ne saurait être omniscient, la position qu'il défend a été néanmoins préalablement arrêtée au sein du groupe parlementaire qui détermine sa ligne politique ; le groupe possède des commissions spécialisées qui sont conseillées de manière plus que suffisante par des experts.

Voilà qui *a priori* semble exact. Mais une question se pose encore : pourquoi élire cinq cents personnes quand quelques-unes seulement disposent de la compétence nécessaire pour prendre position sur des sujets d'une extrême gravité ?

Eh bien, c'est précisément là que se niche le problème⁵⁵.

Le parlementarisme démocratique, tel que nous le vivons actuellement, ne vise nullement à constituer une assemblée de sages, mais bien plutôt à réunir une bande de nullités intellectuellement soumises qu'il est d'autant plus aisé de manipuler que l'intelligence de chaque individualité est limitée. C'est là le seul moyen pour faire une politique de parti, au sens néfaste où on l'entend aujourd'hui. Mais c'est aussi la seule combine pour que celui qui tire effectivement les ficelles puisse prudemment rester dans la coulisse sans jamais avoir à de comptes à rendre. De la sorte, aucune décision — aussi néfaste soit-elle pour la nation — ne pourra être imputée à une canaille dont l'identité serait connue de tous ; c'est le groupe parlementaire dans son ensemble qui va porter le chapeau.

Cependant, il s'agit là par rapport à la praxis d'un déni de responsabilité ; en effet, celle-ci ne saurait être assumée que par une personne bien déterminée et non par une coterie parlementaire de moulins à paroles.

⁵⁵ « *Ja, darin liegt eben des Pudels Kern* », formulation dérivée du *Faust* de Goethe, scène « Cabinet d'étude 1 » où l'on voit le célèbre docteur rentrer chez lui suivi d'un barbet noir qui va se révéler être Méphistophélès ; à cette métamorphose, Faust s'écrie : « *Das also war des Pudels Kern !* », traduit par Gérard de Nerval « *C'était donc là le contenu du barbet !* ».

L'institution parlementaire ne peut être aimée et appréciée que par des damans⁵⁶ d'une hypocrisie sans limite et redoutant d'agir au grand jour ; elle sera en revanche la bête noire de tout homme de caractère attaché à l'honnêteté, à la rectitude, et prêt à prendre ses responsabilités.

Voilà qui explique l'instrumentalisation de cette forme de démocratie par cette race qui conformément à ses projets occultes⁵⁷ fuit la lumière du soleil, à l'heure qu'il est et pour l'éternité⁵⁸. Il n'y a que le Juif pour célébrer une institution aussi répugnante et perfide qu'il l'est lui-même.



C'est à l'opposite que se situe la véritable démocratie germanique où le guide librement choisi est dans l'obligation d'assumer pleinement l'entière responsabilité de ses faits et gestes. Nul besoin dans ce contexte d'avoir recours au vote majoritaire pour trancher les différentes questions ; la décision relève d'une personne unique qui doit ensuite en répondre sur ses biens et sur sa vie. Si l'on objecte à cela que dans de telles conditions il est fort peu probable que quelqu'un soit disposé à se dévouer à une tâche aussi périlleuse, il n'y a alors qu'une seule réponse qui vaille :

Dieu soit loué, le sens même d'une démocratie germanique est précisément que le premier vil arriviste venu comme n'importe quel embusqué dépourvu de morale ne puissent pas trouver de biais pour parvenir à diriger la communauté raciale populaire, et même que la simple perspective de l'ampleur de la responsabilité à assumer dissuade d'emblée les incapables et les faibles de s'y risquer.

Si pourtant il advient un jour qu'un pareil spécimen cherche à se faufiler jusqu'au pouvoir, il ne sera pas difficile de le confondre et de le rembarquer : dégage, lâche fripouille⁵⁹ ! Ôte ton pied de là, tu souilles les marches ; l'escalier qui monte au Panthéon de l'Histoire n'est pas destiné aux tartuffes mais aux héros !⁶⁰

© Association Amoureux d'Art en Auvergne
Clermont-Ferrand / mars 2015

**Tout emprunt à cette traduction et aux commentaires qui l'accompagnent
est autorisé sous réserve de la mention :**

T. Feral, *Ce que dit réellement Mein Kampf*, www.quatre.com, mars 2015.

⁵⁶ « *Schliefer* » : petit mammifère d'Afrique et d'Asie Mineure ressemblant à une marmotte ; sans doute s'agit-il ici d'une réminiscence biblique (de 7 à 9 ans, Hitler a été élevé chez les frères bénédictins de l'abbaye de Lambach ; il a même été membre de la chorale et enfant de chœur) ; dans son ouvrage *Hyracoidea* (Berlin, de Gruyter, 1992, p. 1), Martin S. Fischer, professeur de zoologie à l'université d'Iéna, rappelle ce passage du *Livre des Proverbes* (30/26) où il est écrit : « *Schliefer sind nur ein schwaches Volk, dennoch legen sie im Felsen ihre Wohnungen an* » (Les damans ne sont qu'un peuple faible, mais ils placent leurs demeures dans les rochers) ; pour le Führer, le daman symbolise donc des êtres médiocres et lâches, cependant assez rusés pour savoir se mettre à l'abri.

⁵⁷ Voir *Les Protocoles des Sages de Sion* dont Hitler fera une pièce maîtresse de sa haine des juifs.

⁵⁸ D'où son fantasme — hélas mis en actes — d'élimination définitive ; cf. T. Feral, « Pourquoi Adolf Hitler. Enquête sur l'irruption de la paranoïa dans l'Histoire », in H.A. Amar *et al.*, *Penser le nazisme*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp. 45-47.

⁵⁹ Voir note 45.

⁶⁰ À l'accession de Hitler au pouvoir, la *Feldherrnhalle*, édifée en 1844 à l'extrémité sud de la Place de l'Odéon à Munich, devint un sanctuaire dédié aux seize « martyrs » (*Blutzeugen*) tombés lors du putsch du 9 novembre 1923, « ces héros morts auxquels les soi-disant autorités nationales avaient refusé une sépulture commune » (*Mein Kampf*, « Widmung », édition de référence p. XXX).